



Fédération de la Santé et de l'Action Sociale

(FSAS-CGTG)

Rue Maurice MARTIN, 97 100 Basse-Terre

0690.28.19.96

[fsas.cgtg@laposte.net](mailto:fsas.cgtg@laposte.net) - [secretariatfsas@gmx.com](mailto:secretariatfsas@gmx.com)

[www.veyatfsascgtg.org](http://www.veyatfsascgtg.org)

Siret : 798 550 497 000 19



**X<sup>ème</sup> CONGRES FÉDÉRAL**  
**30 et 31 mars 2023**

**DOCUMENT D'ORIENTATION**

**2023 - 2027**

## Avant-propos :

Dans le document d'orientation de notre IXème Congrès Fédéral (Février 2018), nous faisons un constat sur la méthodologie systémique pour maîtriser les vellétés populaires et ouvrières. Nous affirmons que cela passe par :

- L'endettement public et privée,
- Les réformes scolaires,
- L'aliénation hédonistique,
- Le battage médiatique,
- Le sécuritarisme anxiogène,
- L'individualisme,

Nous concluons notre analyse en relevant le bon sens même qui nous conduirait à relever le défi de l'avenir... de nos enfants :

*« Ce n'est pas seulement en nous préoccupant de leur alimentation et de leurs études que notre mission sera remplie. Le syndicalisme politique qu'est le nôtre est un continuum de cette mission car nous nous engageons, certes pour nous aujourd'hui mais surtout pour eux demain. Et de par notre engagement, notre exemple, notre posture, nos prises de position et autres, nous les aidons à se construire et à construire le monde de demain.*

### **Ne laissons pas cette mission à la télévision et aux réseaux électroniques.**

*Engageons-nous, camarades, car nous avons une responsabilité historique. Un homme sans idée est comme l'ananas sauvage, il a besoin de l'ennemi - bien malgré lui - pour vivre. Un homme sans idéal est comme le papayer mâle, sans espoir de concevoir face à l'ennemi. Un homme sans idéologie est comme le mancenillier, c'est un poison quand pleuvent les mensonges de l'ennemi ».*

Et de continuer à balayer les éléments qui devaient supporter notre orientation sur 2018 – 2019 – 2020 et plus. Nous nous sommes attachés à analyser notre environnement de manière dialectique, c'est-à-dire en opposant les forces en présences, refusant l'analyse médiatique qui repose sur la défense des intérêts de nos adversaires idéologiques : **les puissances financières, le patronat et leurs fondés de pouvoir (Politiciens et journalistes engagés, sans complexes, dans cette mission)**. Nous avons porté notre analyse sur :

- **La situation internationale** où nous concluons par *« Il semble bien que le monde soit en train de changer sous nos pieds, malgré le silence assourdissant des médias occidentaux qui s'accrochent à un discours désormais obsolète en traitant la contestation de passéiste. Que sera demain au vu de cette nouvelle configuration qui s'annonce, y compris sur le plan syndical ? Est-ce une alliance de circonstance entre, certes des intérêts pas forcément convergeant, ou l'ouverture d'un véritable front anti-impérialiste qui fait feu de tout bois ? Ce qui est sûr, c'est que les choses bougent et nous avons intérêt à nous accrocher à cette réalité et quitter la télé réalité néolibérale ».*
- **La situation nationale** où nous résumons la Démocratie libérale à une arnaque et disions que *« Se cacher derrière la fatalité de la mondialisation c'est refuser de dénoncer cette même mondialisation, arme de destruction massive propre au capitalisme tout comme l'était l'esclavage. Il est plus facile de se faire élire en distribuant des cadeaux financés par des sponsors très intéressés plutôt que de passer par le débat d'idée... Il paraît que "ce n'est pas ce que les gens veulent". C'est surtout que le courage de l'homme d'Etat a laissé la place à la servitude de l'homme politique. C'est ainsi que des choix sont faits parce que ou en fonction de ce que l'Union Européenne a décidé.*

*L'arnaque de la décentralisation émerge quand on sait que la boîte est fabriquée à Bruxelles, peu importe le contenu que les élus locaux voudraient y mettre, ils sont limités par la forme et le volume de la commission européenne. Le colonialisme était Français, il est devenu Européen » et de conclure «... Mais il n'y a pas l'ombre de cette figure [L'homme d'Etat] qui apparait à l'horizon, voilà pourquoi "la crise" perdure, finalement cette crise est d'une nécessité vitale pour l'homme politique ».*

- **La situation locale** où nous plantons le décor politique en soulignant que « *Nos élus sont, aussi et malheureusement, des fondés de pouvoir du système néolibéral. Alors même que la situation sociale est explosive de par un chômage exponentiel et une violence qui révèle la barbarie systémique au regard de la centralité idéologique qui prétend supprimer toutes les contraintes sociales. Nos élus, pieds et mains liés, sont réduits à plâtrer les imperfections pour tenter d'endiguer la contestation sociale* ». Plus loin, nous avons bien mis l'accent sur l'escroquerie du dialogue social en ces termes : « *Certains justifient le caractère "minoritaire" des organisations syndicales organisatrices de par le nombre de leurs adhérents... Mal leur en a pris de constater qu'aucun parti politique, en France, ne peut se prévaloir d'un tableau des effectifs aussi imposant que la CGT, malgré l'érosion effective dont ils ne manquent pas de mettre en lumière. Mais la désyndicalisation n'est pas le refus du syndicalisme, c'est cette science de terrain qu'ils refusent de constater. En fait, c'est la démocratie sociale, la vraie - celle de l'intervention des travailleurs dans la chose publique, qui est remise en cause, voire même niée. Après nous avoir, pendant longtemps, enseigné médiatiquement de ce qu'un syndicat doit être, on n'en revient pas que les travailleurs n'aient pas appris par cœur leurs leçons de chose. Parce que pour ces Messieurs et Dames de la cour, un syndicat doit "dialoguer" et ne pas conduire la lutte de classe* ». Nous concluons en mettant en exergue une évidence vécue sur le terrain par le syndicalisme de lutte «... *Nous assistons à un refus de l'"expertise" (comme ils disent) de ceux qui sont sur le terrain à trimer pour offrir, autant que faire se peut, un soin digne et humain...* ».
- **Les relations du travail** où nous revenons sur la situation sociale en Guadeloupe « *Selon le B.I.T.(Bureau International du Travail), le taux de chômage en Guadeloupe serait de 27%, elle serait la deuxième région de France (après la réunion) la plus touchée par le chômage de masse. Les plus touchés sont les femmes et les jeunes de moins de trente ans. Les entreprises ont bien profité du mouvement du LKP pour justifier des difficultés leur permettant de mettre les clefs sous la porte pour réapparaître autrement ou ailleurs. Malgré tous les grands plans, il est irrécusable que la responsabilité systémique du néolibéralisme et de la mondialisation est impliquée dans cette dégradation qui a commencé, rappelons-le, avec la pseudo-crise du pétrole de 1973 - concomitante à la loi obligeant l'Etat à se faire financer par le privé - et s'est amplifié avec la crise financière de 2008* ».

**Fort de ces constats généraux nous concluons ainsi :** « *...Le diagnostic est posé, il nous reste à nous mobiliser pour refuser la thérapeutique qu'ils nous proposent depuis tantôt pour nous faire croire que c'est la fatalité* ». C'est sur cette analyse rigoureuse des faits, et sous l'œil d'Etienne De la BOETIE (« ***Ils ne sont grands que parce que nous sommes à genoux*** »), que nous avons défini nos sept (7) orientations comme il suit : « *Il s'agit en fait de la contradiction entre deux idéologies : l'idéologie libérale versus l'idéologie sociale. Deux points de vue qui s'affrontent depuis que l'homme a fondé les sociétés humaines. L'individu contre le collectif, la chose privée contre la chose publique. La minorité (la vraie) contre la majorité. En fait, ce que Marx qualifia de "lutte de classe", voilà pourquoi il lui voue une haine implacable d'avoir levé le voile sur leur nature... Nous avons, en conséquence, la mission de reprendre le combat pour reprendre nos droits volés. Les quatre années à venir seront, donc, des années de passage à l'offensive aux côtés tous ceux qui le feront pour défendre l'intérêt général* ».

**Nos 7 (Sept) grandes orientations étaient définies :**

- **Sur le plan syndical :**

*La lutte pour convaincre et resyndicaliser les travailleurs qui ont perdu l'espoir en en se laissant convaincre par les discours médiatiques et politiciens. Il s'agit de reprendre nos fondamentaux de syndicalisme confédéral et de lutte de classe.*

*Il n'y a de moderne que ce qui élève et libère l'Homme, c'est sur ce principe que nous devons nous réapproprier nos mots et idéations qui étaient propres à nos prédécesseurs leur permettant d'affronter et de gagner l'adversaire. Cet adversaire, aujourd'hui, occupe nos esprits par les médias à sa solde et les NTIC (Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication) après avoir détruit, via des politiciens corrompus, l'instruction - clef de la compréhension des choses - par des réformes stupides comme l'usage de la méthode globale qui fût une catastrophe pédagogique avec pour seule conséquence : la désidéologisation de la politique et l'enferment de la population dans des certitudes maintenues à coup de peur du lendemain.*

*Notre mission, avec et auprès d'autres, est de reprendre le dessus idéologique en réaffirmant ce pourquoi nous existons : un syndicalisme de lutte. " Rien ne fait plus de mal aux travailleurs que la collaboration de classes. La lutte de classes, au contraire, est la base de l'unité, son motif le plus puissant. C'est pour la mener avec succès en rassemblant l'ensemble des travailleurs que fut fondée la CGT. Or la lutte de classes n'est pas une invention, c'est un fait. Il ne suffit pas de la nier pour qu'elle cesse : renoncer à la mener équivaut pour la classe ouvrière à se livrer pieds et poings liés à l'exploitation et à l'écrasement. » « La régression sociale ne se négocie pas, elle se combat ! » disait l'ancien secrétaire général de la CGT, Henry Krasucki.*

- **Sur le point social en général :**

*La lutte politique contre la loi travail et les ordonnances Macron. L'application de ces ordonnances aura de lourdes conséquences et les travailleurs sont loin de réaliser ce que sera demain pour eux et pour leurs enfants. La question n'est pas que, seule, la FSAS-CGTG y fera face mais qu'elle doit contribuer à la conscience politique nécessaire pour qu'un jour une autre loi défasse cette loi. Ceux qui ont voulu faire passer l'idée que le syndicalisme doit être déconnecté du politique se sont trompés, plus que jamais seule une conscience politique forte rendra aux travailleurs leur dignité. En attendant, et sur le terrain, les luttes seront sévères pour sauvegarder des droits dans les entreprises.*

- **Sur la Fonction publique Hospitalière :**

**La lutte contre les GHT :** *Notre fédération s'est déjà positionnée sur le caractère dangereux des GHT pour la santé publique. Nous avons réussi à faire valoir deux GHT pour tenter de sauver les meubles mais l'ARS à sa lettre de mission qui vient du gouvernement MACRON, lui-même sous l'empire de l'Union Européenne. D'autres luttes s'annoncent afin de convaincre les travailleurs de la santé publique de se mobiliser pour améliorer leurs conditions de travail en dépit des circonstances.*

**La reconstruction CHU :** *Lors de notre conférence-débat de Novembre dernier, nous avons bien constaté que la seule région viable en cas de grande catastrophe naturelle c'est la côte-sous-le-vent. Or toutes les constructions importantes, dont le nouveau CHU, sont au centre de l'archipel. Sans compter la montée des eaux prévue exactement sur Perrin dans une trentaine d'années. On voit bien là, soit une volonté aveugle des politiques, soit une cécité volontaire des technocrates. Le pire est que nous soupçonnons l'Etat de vouloir, au travers d'une Direction commune soutenue par le Département, faire du nouveau CHG une succursale du nouveau CHU, quid d'une véritable filière gériatrique en Guadeloupe à l'heure où l'on parle de vieillissement de la population dans, aussi, trente ans. La lutte doit être intersectorielle (Agents du CHU - Agents du CHG - salariés des SSIAD - Salariés des SAP) pour exiger la création de cette filière et que le CHG ne disparaisse.*

**Le statut des fonctionnaires :** *Beaucoup n'ont pas encore compris que si le code du travail a sauté par des lois et ordonnances, le même processus attend le statut protégé du fonctionnaire. Il faut se rappeler qu'avant la dernière guerre, un fonctionnaire pouvait être congédié sur le champ sans tambour ni trompette.*

*L'engagement de syndicalistes dans la résistance et le CNR ont donné lieu à bien des droits que nous croyons éternels parce que nous sous-estimons la farouche volonté de l'oligarchie de nous soumettre en revenant à cette période. De même que les 40% de vie chère et les congés bonifiés de nos frères et sœurs qui vivent en France hexagonale, sont en danger. Par ailleurs, une idée circule remettant en question la valeur légale des accords locaux, c'est bien là que l'on se rend compte de la duplicité du système néolibéral qui crée l'inversion des normes pour le privé en "suprématisant" l'accord d'entreprise tout en doutant de la licéité d'un accord local dans le publique.*

**La reconstruction de l'USFF-CGTG** : l'Union Syndicale des Fédérations de Fonctionnaires est un outil à raviver car les élections prochaines se feront le même jour pour toutes les fonctions publiques et la CGTG devra être en ordre de marche.

- **Dans le secteur social et médicosocial** :

*La lutte contre la régression des moyens dans le social et le médicosocial est nécessaire. La réforme de la formation professionnelle a reconsidéré les projets personnels tant dans la dimension volontaire que dans le financement même. La convention 66 est menacé par le nouveau syndicat employeur - NEXEM - mais déjà, un projet de loi prévoit la non-opposabilité de toutes les conventions collectives du social et du médicosocial pour laisser place aux CPOM qui sont le meilleur moyen de couler les petites structures à taille humaine au profit de grosses associations centralisées, singulièrement en France. Au-delà de toute cette manigance, la cour Européenne a pris une décision - en date du 15 Avril 2015 - qui aura de lourdes conséquences dans les ESAT : "La notion de travailleur handicapé est inopérante". Les travailleurs du social ne semblent pas réaliser ce qui vient à eux et demeurent difficilement mobilisables mais la FSAS-CGTG se doit de trouver les voies et moyens pour les mobiliser.*

- **Dans le secteur de la santé privée** :

*La lutte contre la dénonciation de la Convention collective Départementale des Cliniques privées est primordiale car cette convention, dont plus d'un jure qu'elle en est pas une, est plus avantageuse que celle des cliniques de France. A côté de cela, la restructuration sanitaire forcée au profit d'une oligarchie sanitaire est en marche, de gros capitaux font le tour des propriétaires et sont très intéressés si ce n'était la barrière de cette fameuse convention. Les deux semblent bien liés et le risque est bel et bien là que, sous prétexte de sauver des emplois, l'on demande aux travailleurs par voie référendaire de se passer la corde au cou.*

*De même, dans les LAM (Laboratoires d'Analyse Médicales), la lutte contre la dégradation des conditions de travail depuis la loi des grandes fusions est plus que d'actualité.*

*Enfin, les SSIAD, depuis la loi sur le vieillissement de 2015, sont amenées à se confondre avec les Services à la Personne pour devenir des SPASAD que nul ne sait encore pour faire quoi - avec qui - pour qui.*

- **Sur le plan International** :

*Le renforcement des liens d'amitié avec les organisations de luttes de classe du monde entier. Nous avons ravivé nos relations avec la FSM, depuis son 17ème Congrès de 2016 en Afrique du sud, c'est le signe de notre détermination à garder notre ligne idéologique de la lutte de classe. Nous devons renforcer nos liens avec l'UIS de la Caraïbe et les affiliés de la CGT France (FNIC et autres).*

- **Enfin, sur le plan interne :**

*La formation des cadres syndicaux et élus car on ne part pas en guerre sans soldats entraînés et la restructuration organisationnelle afin de nous permettre d'avoir un outil en capacité de passer à l'offensive. Revenir à nos fondamentaux, disions-nous plus-haut, afin de propulser sur le terrain, des militants en capacité à cerner les problématiques dans toutes leurs dimensions. Les formations seront bien-sûr syndicales mais aussi sociales - sociologiques - anthropologiques - juridiques et politiques.*

**I. A l'épreuve des faits.**

A l'épreuve des évènements sur les quatre années passées depuis, force est de constater que notre analyse était non seulement fondée mais quasiment prophétique. Nous n'avons pas pu, malheureusement, développer jusqu'au bout nos sept piliers en terme d'orientation pour diverses raisons. Cela mérite une explication :

- **Sur le plan syndical :**

Si nous avons bien gardé le cap idéologique d'un syndicat ouvrier de lutte, il faut reconnaître que notre organisation est encore polluée par des pratiques d'autres mouvements syndicaux, essentiellement le nationalisme et le réformisme, qui ralentissent nos actions en tant que ce que nous sommes. Les grandes orientations sont toujours prises démocratiquement mais trop de camarades agissent souvent individuellement parce ne partageant pas l'orientation générale. C'est une plaie fonctionnelle car cela donne une image désastreuse de notre organisation comme si nous n'étions qu'une armée mexicaine incapable de prendre d'assaut les murs de l'adversaire. Pourtant, nous avons parmi nous des femmes et des hommes de grandes qualités mais le sens du commun est trop souvent balayé par des ressentiments égocentrés. Il n'est pas question de dénoncer des individus mais de dénoncer des pratiques qui freinent l'évolution de notre organisation. La différence et les différends sont tout à fait normaux et nécessaires mais nous devons reprendre la pratique du débat controversé sans la peur d'être jugé. Après le débat, nous devons trancher et cela ne peut passer que par le vote démocratique et nous sommes tenus de respecter les résultats du vote sans garder de rancœurs ou frustrations.

- **Sur le point social en général :**

Nous avons bien perçu les conséquences désastreuses des ordonnances MACRON et nous avons travaillé à sa dénonciation autant que cela était possible. Mais l'aspect politique que nous relevions était aussi notre axe de travail où nous n'avons pas démerité quant à nos divers appels aux travailleurs et Déclarations publiques pour inciter à des choix politiques au service des travailleurs. Nous ne pouvons concevoir un militant syndical qui participe à la mise en place du système qui enchaîne les travailleurs et le syndicalisme. Nous disions bien que « ... *Ceux qui ont voulu faire passer l'idée que le syndicalisme doit être déconnecté du politique se sont trompé, plus que jamais seule une conscience politique forte rendra aux travailleurs leur dignité...* », et cela se vérifie quotidiennement sur le terrain. Les travailleurs ne pourront décider que si ils comprennent leur réalité et défendent leurs intérêts de classe. Notre organisation syndicale doit continuer sur cette lancée en dépit des difficultés.

- **Sur la Fonction publique Hospitalière :**

**La lutte contre les GHT :** Nous nous sommes positionnés contre le G.H.T. et toutes formes de fusion déguisée, le combat doit continuer car c'est une loi qui défait une loi. La pandémie de la COVID nous a fait la démonstration de l'inanité de cette super structure et de toutes les politiques de réduction de moyens via les mutualisations. Cela étant dit, nous nous devons d'affronter l'existant sans nous priver de rappeler que les problématiques sanitaires que nous vivons sont la conséquence des réformes libérales et non de notre refus de la « modernité ».

**La reconstruction CHU :** Nous avons bien vu le risque du CHUCENTRISME qui pointait son nez et nous avons toujours défendu la nécessaire reconstruction tout en réclamant le respect des autres structures hospitalières dans un pays à multirisques (sanitaires, sismiques, volcaniques, cycloniques...). En dépit de tout, nous pouvons constater le passage en force de l'ARS pour imposer une structure en béton au sein même du Centre Hospitalier de Palais-Royal, détruisant le projet initial de cet établissement et remettant en question sa qualité HQE (Ventilation perturbé). Par ailleurs, le projet de fusion des deux hôpitaux de la Côte-sous-le-vent est toujours dans les tiroirs et nous avons pu constater qu'une organisation syndicale se fait complice de ce projet parce qu'elle a été incapable de sortir d'un conflit mal mené. Nous considérons que la fusion aboutira à la disparition, très certainement, du C.H. de Selbonne à terme alors que cette partie de la Guadeloupe, la plus stable géologiquement, doit pouvoir servir de repli sanitaire en cas de manifestations volcaniques (sud Basse-Terre) ou tremblements de terre (Centre).

Il est à noter que la Maison de l'Enfance (M.D.E.) qui relève de la fonction publique hospitalière risque de passer à la territoriale. Si c'est le cas, nos camarades quitteront la fédération pour rejoindre les camarades territoriaux.

### **Le statut des fonctionnaires :**

Nous disions à juste titre que « *Beaucoup n'ont pas encore compris que si le code du travail a sauté par des lois et ordonnances, le même processus attend le statut protégé du fonctionnaire* ». Les faits nous ont encore donné raison lors de la parution de la loi d'Août 2019 réformant les Fonctions Publiques à seule fin d'écarter les organisations syndicales et de revenir aux années d'avant-guerre en instituant le recours massif à des contractuels, facilement éjectables. La prochaine réforme s'attaquera frontalement au statut protecteur. Après avoir opposé les travailleurs du privé et ceux du public, l'idéologie néolibérale est en train de nous contraindre à retourner dans le passé pour l'unique intérêt de la classe dirigeante. Cette mise à mal a commencé dès les années 1970, où l'on a supprimé la prestation de serment et la notion de prévarication, ce qui a commencé à banaliser la fonction publique en créant une osmose avec le privé. Depuis, c'est un travail méticuleux de déconstruction de l'esprit de service public qui est fait dans le but d'un phagocytage par le privé. Cela se voit, rien qu'aux termes désormais employés : **Gouvernance** (en lieu et place d'Administration), **management** (en lieu et place d'encadrement), **EPRD** (en lieu et place de Budget prévisionnel)... La FSAS-CGTG est héritière des militants qui ont construit un vrai service public pour une population dans le besoin, la question n'est pas de faire fi de l'évolution technologique mais de l'intégrer et non de s'en servir pour éliminer ce service public. De même qu'il faille veiller à une laïcité morale (séparation de l'église et de l'Etat), de même faut-il défendre une laïcité sociale (séparation des entreprises et de l'Etat). Le statut des fonctionnaires a été créé pour cela, nous devons nous l'approprier et le défendre contre les attaques inacceptables.

### **La réorganisation des Union Fédérales:**

Nous n'avons pas réussi à convaincre du rapprochement avec nos camarades territoriaux mais nous sommes dans une logique de transformation du secteur Fonction Publique Hospitalière en véritable syndicat des agents de la fonction publique en Guadeloupe. Face au G.H.T. et, même si nous l'avons combattu, nous devons faire avec jusqu'à nouvel ordre. Pour faire avec, nous ne pouvons garder notre mode organisationnel actuel :

- Une fédération avec neuf (9) sections hospitalières.
- Un syndicat au C.H.U.G., même si le syndicat a rejoint la fédération, après une période de différends entre les deux structures.

Par ailleurs, les élections professionnelles vont subir une réforme de fond, avec la disparition, après les élections de 2022, du C.T.E. et du C.H.S.C.T. au profit du C.S.E. (Comité Social d'Etablissement), cousin du C.S.E. des entreprises privées sans les œuvres sociales dévolues au C.G.O.S.H., sans compter la cure d'amaigrissement juridique imposée aux C.A.P.... dès Janvier 2021. Ainsi, la représentation du personnel sera réduite à peu de chagrin, nous contraignant à revoir nos modalités d'action sans perdre notre âme.

Enfin, pour faire face à une "Supra Direction" que sera la Direction du G.H.T., réunissant tous les Directeurs des Hôpitaux autour de celui du C.H.U.G., nous devons nous-mêmes être à l'unisson au risque de perdre en efficacité et en crédibilité, non seulement devant cette Direction mais aussi devant le personnel qui ne comprendrait pas nos difficultés à nous accorder dans l'intérêt général. Pour ce faire, nous devons nous unifier dans une structure syndicale commune à tous les hôpitaux Guadeloupe. L'idée n'est ni d'abolir les sections, encore moins d'effacer l'action syndicale menée, depuis tantôt, par nos camarades du C.H.U.G., mais plutôt de répondre à un besoin urgent de restructuration permettant d'homogénéiser nos pratiques syndicales sur tous les sites hospitaliers de la Guadeloupe.

- **Dans le secteur social et médicosocial :**

Si la convention collective 66 n'est pas encore dénoncée, les ordonnances Macron ont déjà sonné le glas de toutes les conventions collectives en ouvrant la boîte de pandore de la hiérarchie des normes juridiques. Il semble bien que le social et le médicosocial intéressent désormais des investisseurs privés (voire foyer de la Fondation ...). Pire, le mouvement associatif, un des piliers de l'intervention démocratique, est prié de fonctionner comme de grandes entreprises et fusionnant. Dans ce jeu, ce sont les petites associations locales qui vont y perdre parce que les dirigeants sont restés à regarder le bout de leur nez. En effet, les associations locales auraient pu se fédérer mais visiblement c'est sous la contrainte Européenne qu'elles seront phagocytées par de grosses associations nationales. Il y a aura des conséquences graves dans la gestion de proximité, les travailleurs sociaux sont amenés à n'être que des applicateurs d'ordres sans la réflexion qui constituait leurs métiers divers et variés. La FSAS-CGTG se doit de continuer à dénoncer l'orientation inhumaine de l'action sociale en exigeant des moyens et de vrais projets répondant aux défis à venir.

- **Dans le secteur de la santé privée :**

Nous menons notre combat contre la dénonciation de la Convention collective Départementale des Cliniques privées mais non sans mal. Il semble que la Fédération locale des employeurs soit divisée, division entretenue par l'ARS qui a facilité le redressement de la principale Clinique après l'incendie du CHUG. Cette Clinique est vendue à un nouveau promoteur qui n'est pas dans la logique des autres promoteurs locaux.

Dans les Laboratoires de Biologie Médicale, les conditions de travail et le respect des carrières demeurent un chantier.

Dans les EHPAD nous faisons face au constat d'échec des autorités qui se rendent bien compte que 22 établissements à prix exorbitant sur un petit territoire ne pouvaient répondre à la problématique de la personne âgée en Guadeloupe. La FSAS-CGTG doit se battre pour exiger un véritable secteur gérontologique et gériatrique qui fasse intervenir Palais-Royal, les aides à domicile, les HAD et SSIAD, de nouvelles résidences coopératives et /ou le domicile. Nous devons produire des propositions dans ce sens.

- **Sur le plan International :**

Nous avons gardé et continuons à développer des liens forts avec l'international malgré nos faiblesses organisationnelles. La FSAS-CGTG se doit de continuer ces liens afin de contribuer au relèvement idéologique du monde du travail.

- **Enfin, sur le plan interne :**

Nous affirmons ceci « *La formation des cadres syndicaux et élus car on ne part pas en guerre sans soldats entraînés et la restructuration organisationnelle afin de nous permettre d'avoir un outil en capacité de passer à l'offensive ...* ». Beaucoup de camarades n'y ont pas cru mais nous avons gardé ce cap, bon an mal an, et avons pu



constater la progression de l'engouement des jeunes camarades depuis quelques temps. Il y a beaucoup à améliorer dans ces formations et nous devons continuer afin de former nos cadres syndicaux et assurer la pérennité à notre organisation syndicale.

## II. La nécessaire poursuite de notre redressement idéologique.

« Quand la CFDT avait raflé la première place à la CGT, ça faisait la une des médias... Depuis l'ensemble des dernières élections professionnelles (Fonctions publiques, CSE, TPE), la CGT est redevenue première Organisation syndicale mais c'est le silence radio ». Cette réflexion d'un camarade de la CGT est symbolique de la question du pouvoir médiatique à nous faire croire ce qu'ils veulent. Il est temps, pour nous, de nous reprendre en main intellectuellement pour défendre nos intérêts collectifs de manière offensive. Si le mot « IDEOLOGIE » fait peur c'est parce que les défenseurs du capitalisme sauvage, dit néolibéralisme, se sont appliqués à nous le ressasser depuis trois décennies. Eux-mêmes défendent leur propre idéologie, celle de croire qu'ils nous sont supérieurs en tant que classe possédante. Et lorsqu'ils prétendent défendre les droits de l'homme c'est pour mieux imposer leur exploitation (Chili, Lybie, ex-Yougoslavie....).

L'idéologie n'est pas un principe dogmatique qui enferme l'individu dans une pensée uniforme mais un développement intellectuel qui explique une réalité et permet à ceux qui font partie de cette réalité d'agir pour la modifier. Robespierre, que l'on présente à tort comme un tyran, avait déjà en son temps bien résumé le cadre sociologique qui reste d'actualité. « Il n'y a que deux camps, celui des hommes vicieux qui ne pensent qu'à leurs intérêts propres, et celui des hommes vertueux qui ne pensent qu'à l'intérêt général » disait-il et Karl MARX, un siècle après lui, théorisait la lutte de classe où il faisait émerger les contradictions qui existent selon que l'on soit de la classe possédante ou de la classe productrice. C'est sur cette base que sont nées toutes les CGT du monde qui ont gagné tant de droits aujourd'hui remis en cause parce que nous croyons n'avoir plus de classe, donc d'idéologie de classe.

La condition sine qua non pour remettre fermement en question les reculs sociaux que nous subissons est dans notre reconstruction idéologique en tirant les leçons du passé. Mais pour tirer les leçons du passé, il faut le connaître et l'analyser objectivement. Depuis les années 80, l'adversaire travestit l'histoire jusqu'à affirmer des contre-vérités dangereuses pour les jeunes générations (L'Europe aurait été libérée du Nazisme par les Etats-Unis...).

La gestion de la pandémie de la COVID-19 nous a fait la démonstration que l'adversaire nous trompe quotidiennement. Les décisions contradictoires, les interdits posés sur l'initiative de traitement des médecins, l'interdiction posée sur des traitements peu coûteux, la diabolisation des scientifiques à contre-courant, les injonctions contradictoires à la population, les mensonges politiques, la mise en danger de la population de par les choix thérapeutiques... Tout cela concourt à démontrer que finalement ce sont les grandes entreprises transnationales qui dirigent vraiment.

Pire ! Nous pouvons constater la volonté de ceux qui nous dirigent de profiter de la pandémie pour prendre en otage l'expression linguistique (création de néologisme et usage de termes anglais : Gestes-barrières, distanciation sociale, clusters...), les derniers droits sociaux et citoyens (réformes menées ou finalisées dans le secret, usage intempestif des moyens électroniques...), la pratique démocratique (Usage intempestif des élections par voie électronique, maintien de grandes élections dans des conditions non-propices...). Parallèlement, on culpabilise à tort la population alors que c'est la première à tout perdre. Le choix vaccinal fait par les dirigeants est un échec total grâce au bon sens de la population et des travailleurs.

En conséquence de quoi, nous sommes condamnés à reprendre le flambeau de nos aînés sinon nous mourrons socialement. Et cela passe par un impératif redressement idéologique.

Non ! Nous ne sommes pas leurs « collaborateurs » mais nous leur vendons notre force de travail et, à ce titre, ils doivent nous payer à notre juste valeur de travail.

Non ! Nous ne sommes pas sur le même bateau ou, tout du moins, nous serions dans la cale et eux sur le pont.

Non ! Ni nous, ni nos contributions sociales ne sommes une charge mais un investissement sur l'avenir collectif à rebours de leurs réformes qui reposent sur le contrôle de la finance et de la monnaie au profit d'un petit nombre.

Ainsi, les quatre années à venir nous imposent :

- **La poursuite des orientations du IXème Congrès.**

Quatre années n'ont pas suffi à murir notre volonté de nous organiser pour passer à l'offensive dans les entreprises et dans la société. Nous devons donc continuer le travail entamé en respectant les étapes naturelles et le rythme des jeunes camarades qui doivent prendre la relève.

- **La restructuration des secteurs en véritables syndicats.**

L'expérience nous a montré les limites d'une grosse fédération structurée uniquement sur des sections. La question du dynamisme de chaque secteur se pose en développant des structures sectorielles plus autonomes. L'encadrement syndical serait plus large et assurerait bien mieux la pérennité organisationnelle.

- **Le dépassement individuel et collectif.**

Nous devons nous appliquer à mener un combat contre l'individualisme qui, trop souvent, bloque les débats et décisions démocratiques. Cela passe par le dépassement individuel et collectif mais aussi par le respect mutuel, le respect des principes organisationnels et la prise de conscience de l'intérêt collectif.

- **La formation des cadres et des militants.**

Nous devons poursuivre la formation des cadres syndicaux et améliorant les moyens et en peaufinant le contenu. Nous devons penser à des formations en internat pour les dirigeants fédéraux dans le seul but de mettre à plat les barrières s'opposant à la constitution de l'unité de groupe.

- **La structuration de notre commission juridique fédérale pour répondre aux besoins de terrain.**

Nous devons la mettre en place depuis le dernier Congrès mais nous avons été pris de court par une année d'élections CSE (2019), puis par une année de pandémie jusqu'à ce jour. Les dossiers à traiter sont de plus en plus lourds. En fait, nous devons constituer deux commissions, une pour le privé et l'autre pour le public.

- **La restructuration de notre commission propagande fédérale pour affronter le défi de la presse.**

Cette commission doit être restructurée pour étayer nos activités, actions et offensives. Nous sommes invisibles sur le plan local car la presse préfère le discours du national-syndicalisme mais nous perçons sur le plan national et international. Nos écrits sont reconnus de qualité, même par nos adversaires. Notre blog est très consulté, singulièrement lorsque nous prenons clairement position. Il s'agit d'avoir des camarades, en lien avec les autres commissions et tous les dirigeants et cadres syndicaux, qui travaillent en amont sur nos écrits, nos conférences de presse et nos prises de parole publiques.

- **La référence à notre héritage constituant : Syndicat de lutte de classe.**

C'est notre identité et c'est la meilleure manière de nous distinguer clairement du national-syndicalisme et de nos adversaires. Nous ne ferons que redevenir ce que nous sommes et agiront en fonction.

***Vive la CGTG, Vive la FSAS-CGTG, vive la FSM, vive la lutte de classe.***

*Adopté au Xème Congrès Fédéral de la FSAS-CGTG  
A Bouillante, les 30 et 31 Mars 2023*

ADOPTÉ